REPUBLIQUE FRANCAISE – Liberté – Egalité – Fraternité

COMMUNE DE MONTLUEL
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2021-06-10-006
Séance du 10 juin 2021

Date de convocation : 4 juin 2021

Date d'affichage de la convocation : 4 juin 2021

L'an deux mil vingt et un, le dix juin à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Montluel s'est réuni, au nombre prescrit par la loi, à titre exceptionnel compte tenu de la crise sanitaire au sein de la salle polyvalente, en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Romain DAUBIÉ, Maire.

Le caractère public de la réunion a été assuré par retransmission en direct d'une vidéo via Facebook live CMMontluel20210610.

PRESENTS : Romain DAUBIÉ, Christian GUILLEMOT, Anne FABIANO, Philippe BELAIR, Aurore SAMIER, Mustafa SARIKAYA, Karine GARNIER, Gilbert BARRIQUAND, Christiane GUERRERO, Bertrand GUILLET, Christian PRADIER, Jean-Luc CHARVET, Laurence RAVEROT, René BERTRAND, Patrick RENARD, Josette SAVARINO, Franck GENILLON, Corinne DEBARREIX-PAGE, Virginie BECQUET, François CREVOLA, Maryse PACCARD, Jean-Paul DA SILVA, Manon RIGOLLIER, Inès DUBOIS, Jean-Claude PERON, Albane COLIN

ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Carine MOUSTAUD (procuration à Romain DAUBIÉ), Irène TOST (procuration à Romain DAUBIÉ), Nathalie MONDY (procuration à Jean-Claude PERRON)

ABSENT EXCUSÉ : 0

SECRETAIRE DE SEANCE : René BERTRAND

Nombre de conseillers en exercice : 29

Nombre de conseillers présents : 26

Pouvoirs : 3

Objet : Vente d'un local borgne situé sur la parcelle AB 842

Rapporteur : Romain DAUBIÉ

Monsieur le Maire explique à l'assemblée délibérante l'opportunité de céder un local borgne de 60 m2 environ situé montée du chemin neuf à un commerçant, en vue de l'extension des annexes de son commerce visant à favoriser l'essor de son activité. Cela s'inscrit pleinement dans la volonté de la Commune de préserver le commerce de proximité dans le périmètre de sauvegarde instauré par délibération du 5 juillet 2017.

Ceci étant exposé,

Vu l'article L.3221-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques qui dispose que « les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics cèdent leurs immeubles ou leurs droits réels immobiliers, dans les conditions fixées par le Code général des collectivités territoriales » ;

Vu les dispositions du Code civil, Livre III, Titre VI ;

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que :

- Le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune ;
- Toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du Conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles ;
- Le Conseil municipal délibère en vue de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat et que cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité ;

Considérant que le bien immobilier en ce qu'il ne prend en compte seulement le local fermé sis Montée du chemin Neuf à MONTLUEL (01120), parcelle cadastrée AB 842, appartient au domaine privé communal ;

Considérant que ledit bien n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation ;

Considérant que la cession de l'immeuble susmentionné, appartenant au domaine privé communal relève d'une bonne gestion du patrimoine communal, les recettes générées par sa cession permettant de financer les projets communaux en cours et à venir ;

Considérant l'avis rendu par le service des Domaines ;

Considérant qu'un acquéreur potentiel s'est dit intéressé par l'acquisition de ce bien et qu'un accord a été trouvé avec ce dernier moyennant le prix de 43 200 euros hors frais de notaire et hors frais d'arpentage ;

Le Conseil municipal est donc appelé à valider la cession de cet immeuble communal et à en définir les conditions générales de vente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **DECIDE** la vente de l'immeuble bâti en ce qu'il ne prend en compte seulement le local de stockage sis Montée du chemin Neuf à MONTLUEL (01120), parcelle cadastrée AB 842 ;
- **AUTORISE** le Maire (ainsi que Monsieur le premier adjoint ou Madame la quatrième adjointe) à effectuer toutes les diligences nécessaires pour aboutir à la vente de cet ensemble immobilier par vente de gré à gré, dite à l'amiable, dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales et dont l'acte sera dressé par un notaire dans les conditions de droit commun ;

- Accusé de réception en préfecture
001-216102620-20210610-2021-06-10-006-DE
Date de télétransmission : 17/06/2021
Date de réception préfecture : 17/06/2021
- **FIXE** le prix de vente à hauteur 43 200 euros (quarante-trois mille deux cents euros) hors frais de notaire et hors frais d'arpentage ;
  - **INDIQUE** la désignation du bien : un immeuble bâti correspondant à un local borgne en nature de local de stockage et à vocation de hangar sis dans le prolongement d'un parking et au pied d'un escalier conduisant à une voirie de desserte d'un bâti collectif en surélévation de 60 m² utiles environ avec grande hauteur de plafond, à détacher d'un tenement figurant au cadastre rénové de la commune de MONTLUEL sous le numéro 842 de la section AB d'une contenance de 9 ares et de forme irrégulière ;
  - **FIXE** les modalités de vente comme suit :
    - La vente s'effectuera au profit des consorts MONNET ou toutes sociétés les substituant dans lesquelles ils auraient un intérêt direct ou indirect, pour les besoins de leur commerce, sous réserve du consentement de ces derniers et de l'apport des garanties financières nécessaires ;
    - Les documents d'urbanisme seront mis à disposition des acheteurs à l'accueil de la Mairie aux horaires habituels d'ouverture de la commune ;
  - **DIT** que l'acquéreur réglera en sus les frais de notaire et les frais d'arpentage ;
  - **CONSENT** tout pouvoir à Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint ou Madame la quatrième adjointe pour mandater les expertises immobilières et diagnostics obligatoires, si les expertises déjà effectuées étaient obsolètes ou que de nouvelles obligations le justifiaient ;
  - **CONSENT** tout pouvoir à Monsieur le Maire, à Monsieur le premier adjoint et à Madame la quatrième adjointe pour signer tout compromis de vente et tout acte authentique de vente ;
  - **AUTORISE** le Maire (ou Monsieur le premier adjoint et Madame la quatrième adjointe) à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de la cession ;
  - **DIT** que publicité de cette décision de vente sera faite par affichage de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits,
Approuvé à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme
je certifie que le présent acte
a été publié ou notifié selon
les règlements en vigueur

Le Maire
Romain DAUBIÉ

Transmise en Préfecture le :

Reçue en Préfecture le :

Affichée le :

Le Maire
Romain DAUBIÉ